

DANS UNE VILLE DE 1,3 MILLION D'HABITANTS

Une seule piscine publique adéquate pour tout Oran

La température a frôlé les 40°C, en plein mois de Ramadhan et en pleine période de vacances scolaires, des conditions qui ont mis à nu l'absence totale d'équipements publics de loisirs pour des milliers de jeunes Oranais.

Comment une ville comme Oran, qui compte 1,3 million d'habitants, ne dispose que d'une piscine publique correcte et aux normes, celle du jardin public, pour accueillir d'éventuels jeunes bai-

gneurs, issus des nombreux quartiers populaires et cités dortoirs entourant la ville.

D'autres piscines existent mais sont fermées depuis des lustres et en attente de réhabilitation.

Résultats : l'image désolante et triste de jeunes gamins faisant trempette dans les bassins et jets d'eaux agrémentant les ronds-points, sont l'image renvoyée par la capitale de l'Ouest à l'ambition méditerranéenne. Une situation si souvent observée depuis des années, que cela ne choque plus personne et ne dérange pas les élus de la ville d'Oran.

La réfection des trottoirs de manière cyclique étant plus attractive et plus importante probablement. Certes, ces mêmes responsables diront qu'il y a bien des piscines et des mini-parcs aquatiques privés, mais au tarif de 2 000 DA

pour une durée parfois juste de deux heures, la populace locale est de facto exclue de ces attractions car n'ayant pas les revenus nécessaires. Il y a aussi les plages du littoral, l'épreuve du transport sur la corniche, qui sont généralement envahies et repoussantes de saletés, en plus, il faut s'y bagarrer avec les solariums informels, pour avoir un carré de sable.

D'ailleurs, les jeunes des quartiers défavorisés se rabattent du côté des falaises, des zones dangereuses de baignades non surveillées et certains comme chaque année y trouveront la mort.

Fayçal M.

ACTION SOCIALE

Près de 188 000 repas servis depuis le début du mois de Ramadhan

Depuis le début du mois de Ramadhan, la Direction de l'action sociale à Oran a procédé à la distribution de plus de 188 000 repas à travers toute la wilaya.

Ces repas ont été servis au niveau des 61 restaurants ouverts pour l'occasion, avec notamment la distribution de 16 000 colis alimentaires au profit des familles nécessiteuses.

Ces opérations de bienfaisance sont menées grâce à 1 412 bénévoles.

A. B.

HÔPITAL DE AÏN DEFLA

La gestion des œuvres sociales dénoncée

L'hôpital Makour-Hamou du chef-lieu de la wilaya se trouve confronté à une crise interne et des dissensions entre le personnel hospitalier et le Bureau qui gère les œuvres sociales de l'hôpital, c'est ce qui ressort de la pétition, comportant 64 émargements, envoyée à la DSP et dont une copie nous a été transmise.

Selon ce document, il est reproché au Bureau exécutif de ces œuvres d'être illégitime, parce que, affirme-t-on, ladite pétition a été cautionnée et reconduite par simple décision de l'ancien directeur parti à la retraite, et ce à l'insu du personnel, alors que déclare-t-on, «nous voulons une

Commission réellement représentative et élue démocratiquement».

Le clientélisme qui sévit dans l'octroi des bienfaits des œuvres est le second grief que dénoncent les pétitionnaires.

A propos de la gestion financière, les mêmes sources estiment que certaines dépenses sont exa-

gérées et surfacturées et dont bénéficient les mêmes personnes, tels que les voyages «omra», tenues vestimentaires, sorties et excursions, restauration et hôtellerie des personnes déjà endettées pourtant.

Les pétitionnaires demandent à qui de droit le gel des activités du Bureau, l'expertise comptable de la gestion durant 3 mandats consécutifs.

Pour savoir de quoi il retourne, nous nous sommes rapprochés de la Direction de la santé. Conformément aux textes en vigueur, le rôle du secteur de la

santé est de verser annuellement au Budget des œuvres sociales une subvention. Pour ce qui est de la légitimité de la Commission de gestion, elle n'est pas issue d'une quelconque décision de l'administration, mais de la section syndicale majoritaire, représentative ou unique comme c'est le cas pour cet hôpital, où la seule formation syndicale présente est l'UGTA. Donc selon notre source «s'il y a un différend ou une contestation à introduire dans ce domaine particulier, elle doit l'être auprès de l'institution concernée, la Justice».

Karim O.

SOUK AHRAS

100 enfants circoncis à l'ex-hôpital régional depuis le début du mois de Ramadhan

Une louable initiative a été prise au profit des familles sans revenus depuis le début de ce mois sacré, une action de solidarité portant sur des opérations de circoncision d'enfants démunis est organisée à l'établissement public hospitalier, l'ex-hôpital régional de Souk

Ahras, selon son directeur, Dib Abdelaziz. Cette opération traditionnelle de solidarité avec les personnes démunies mobilise tout un staff médical composé de spécialistes en chirurgie pédiatrique, de praticiens et de personnel paramédical.

En moyenne, indique-t-on, au niveau du bloc de l'hôpital, cinq à six bambins sont circoncis quotidiennement, par une équipe médicale conformément aux directives du département de la santé de la population.

Barour Yacine

BLIDA

Encore une victime des faux-monneyeurs africains

Agissant sur la base d'une plainte déposée par un citoyen qui a fait l'objet d'arnaque par des faux-monneyeurs africains qui lui ont subtilisé 600 millions de centimes, les éléments de la 3^e Sûreté urbaine de Blida ont ouvert une enquête qui s'est soldée par l'arrestation de deux Africains ayant l'habitude d'escroquer des citoyens en leur faisant miroiter qu'avec des produits magiques ils peuvent transformer du papier blanc en forte monnaie.

En effet, les deux Africains qui résidaient à Médéa lui ont demandé la somme de 600 millions de centimes pour acheter le produit magique en contrepartie d'une forte somme en devises. Une fois l'argent en poche, ces derniers lui ont exigé une autre somme de deux milliards de centimes. Par précaution, ils lui ont donné rendez-vous à la gare routière de Blida mais la victime a alerté la police qui les a arrêtés.

Présentés devant la justice, les deux mis en cause ont été écroués.

M. B.

Quatre faux gardiens de parking en prison

Dans le cadre de la lutte contre la propagation des parkings anarchiques sur l'ensemble du territoire de la wilaya de Blida, les éléments de la brigade criminelle de la Sûreté de wilaya de Blida ont arrêté six faux gardiens ayant créé des parkings illégaux pour voitures.

Alors qu'ils ne disposent d'aucune autorisation pour cette tâche, ces derniers imposaient aux usagers de leur verser des sommes dépassant tout entendement pour quelques minutes de stationnement, notamment à la place du 1^{er}-Novembre, située en plein cœur de Blida, à Bab-Dzaïr et à la cité du 13-Mai.

Présentés devant la justice, quatre des six faux gardiens ont été placés sous mandat de dépôt alors que les deux autres ont bénéficié de la comparution directe le jour de l'audience.

M. B.